l'Eure syndicale Force Ouvrière FO 27

ROUEN CTC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 30/06/2026

N° 326 Juin 2026 - prix : 2,50 €

Sommaire : *P.1 - Edito ; P et 3 - Déclaration de l'UD FO 27 à l'AG du 2 juin ; P 4 à 10 - Retour sur l'Assemblée Générale du 2 juin ; InFOs et partenaires ; P.11 - Elections CSE chez GLAXO ; Mobilisation FO Schneider Electric ; P.12 - Presse : les syndicats de l'Eure mobilisés.*

Une AG de l'UD FO de l'Eure déterminée, combative et attachée à son indépendance syndicale !

Editorial
Par le Secrétaire Général David LECOMTE.

Notre Assemblée Générale de l'Union Départementale FO de l'Eure du 2 juin au Neubourg, a réuni **près de 140 délégués représentant leur syndicat,** sous la présidence de **Franck MARY -MONTLAUR, secrétaire confédéral chargé du secteur *« négociation collective et représentativité »*.** Notre camarade a clôturé les débats en présentant un tour d'horizon de l'actualité confédérale et de la situation sociale.

À travers les **13 interventions des délégués mandatés par leur syndicat** et **la déclaration adoptée à une très large majorité**, cette AG a permis de faire **le bilan complet des actions menées tout au long de l'année.** Ils ont pu partager **leurs combats quotidiens dans leur entreprise ou leur administration**. Les délégués ont également réaffirmé leur détermination à défendre **les valeurs de solidarité, d'humanisme et de justice sociale**. Enfin, les délégués ont rappelé **le cahier de revendications pour les mois à venir** et appeler à **l'amplification du rapport de force** pour stopper l'austérité.

Parmi les engagements clés, l'AG a insisté sur **la lutte contre l'austérité** et **les attaques répétées contre le droit syndical et le droit de grève,** ainsi que sur **la défense des droits des travailleurs, qu'ils soient actifs, sans emploi ou retraités.** Elle a aussi exigé **des augmentations significatives des salaires dans le public et le privé, des retraites et des minima sociaux,** face à une inflation qui explose à nouveau.

Les participants ont également réaffirmé **leur attachement à l'indépendance syndicale**, ainsi qu'à **la charte d'Amiens, texte fondateur de l'action militante, libre.** Ils ont également appelé **à la cessation des conflits armés dans le monde, à la défense des principes républicains et à la lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination.**

Les conflits se multiplient dans l'Eure : chez **AGILINK** à Ivry-la-Bataille pour l'augmentation des salaires et de la participation de bénéfice, Chez **SCHNEIDER ELECTRIC** pour la sauvegarde de l'emploi, **dans l'Éducation nationale**, contre la carte scolaire. La canicule dégrade les conditions de travail dans le privé comme dans le public **en particulier dans les hôpitaux, les EHPAD, les écoles, les collèges et les lycées,** accentuant la souffrance au travail.

Enfin, l'AG a souligné l'importance de **renforcer la syndicalisation** et de créer de nouveaux syndicats pour élargir l'influence de FO. Les **prochaines échéances électorales (CSE, fonction publique en décembre, HLM en novembre)** ont été identifiées comme **objectif prioritaire**. À noter dans le secteur privé les deniers résultat très positif parmi les nouvelles structures créées : **chez TRANSURBAIN**, nos camarades ont recueilli près de 30 % des voix les plaçant d'emblée comme second syndicat de l'entreprise. Et **chez GAZFIO**, syndicat créé depuis à peine deux mois, nous remportons les élections CSE avec plus de 80 % des voix devant la CFDT présente pourtant depuis des années.

Mes camarades, nous allons donc **continuer à faire entendre les revendications**. Pour nous donner les moyens de gagner, nous devons nous inspirer de l'esprit de 1936, où les travailleurs ont su prendre leur destin en main par la grève. Durant cette période estivale, je ne peux que vous inviter à voir où revoir l'excellent document intitulé : « *1936, le Front populaire entre joie et colère* ».
https://www.france.tv/documentaires/8440839-1936-le-front-populaire-entre-joie-et-coleres.html

C'est aussi dans cet esprit, que nous avons la responsabilité de réaffirmer **notre vision du syndicalisme, libre, indépendant et déterminée.** C'est ce que nous continuons à porter à travers le texte **« Pour construire collectivement l'avenir de la CGT FO, restons indépendants et déterminés »** que nous avons réactualisé que nous portons en interne depuis mi-mars. Il est soutenu par plus de 180 militantes et militants venant de tout le territoire. Nous ne pouvons que vous inciter à nous rejoindre une nouvelle fois.
https://27.force-ouvriere.org/pour-construire-collectivement-l-avenir-de-la-cgt-fo-restons-independants-et

Retrouvez ici le journal dématérialisé :

Bulletin de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de l'Eure - 17 ter rue de la côte blanche - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@force-ouvriere.fr - 27.force-ouvriere.org
N° de C.P.P.A.P. : 0626 S 07930 - ISSN 1244 - 9857 - Directeur de Publication : David LECOMTE

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE
FORCE OUVRIERE
✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - 💻 : udfo27@wanadoo.fr

Déclaration de l'Assemblée générale
de l'UD FO de l'Eure

Indépendants et déterminés nous sommes, indépendants et déterminés nous resterons !

Réunie le 2 juin 2026 au Neubourg, l'Assemblée Générale de l'UD FO de l'Eure réaffirme son attachement indéfectible au syndicalisme libre et indépendant, consacré par la Charte d'Amiens qui a 120 ans. Fidèle à ces valeurs, elle rappelle qu'elle ne donne et ne donnera aucune consigne de vote, conformément à l'esprit d'un syndicalisme indépendant, loin de toute instrumentalisation politique. Elle rappelle que personne ne peut utiliser, de près ou de loin, l'image de FO, que ce soit par l'intermédiaire de son sigle ou de ses structures FO pour soutenir un candidat et/ou un programme lors des échéances électorales politiques qui vont se dérouler dans les mois à venir, en particulier lors des élections présidentielles et législatives de 2027.

La CGT FO est un syndicat et non un parti. Son histoire le prouve : grâce à son indépendance, elle a su, seule dans le mouvement syndical, combattre sans concession le fascisme, le nazisme et le stalinisme, ces idéologies de rejet et de division qui s'opposent aux intérêts des travailleurs, à leur unité et à leur solidarité.

Indépendance, ne veut pas dire indifférence ! L'assemblée générale dénonce et condamne tous les élus eurois qui instrumentalisent les combats des travailleurs à des fin électoralistes. Elle rappelle que FO, part ces origines, est aux antipodes de valeurs nauséabondes portées par ces idéologies de rejet de l'autre, stigmatisant et discriminant les étrangers et toutes les minorités.

L'assemblée générale dénonce avec fermeté les attaques méthodiques contre le syndicalisme confédéré, orchestrées par le patronat et les pouvoirs publics, parfois cautionnées par certaines organisations syndicales. Ces attaques, dans la continuité des lois de 2008 sur la représentativité, des lois Travail de 2016 et des ordonnances de 2017, visent à criminaliser l'action syndicale et à affaiblir les droits des travailleurs. Elle salue le courrier intersyndical national du 13 mai, signé par notre confédération, qui dénonce la procédure d'expulsion des organisations syndicales de leurs locaux de la Bourse du Travail à Carcassonne par le maire nouvellement élu. Elle souscrit à ce qui est dénoncé dans ce courrier qui fait état *« d'une série d'actes assumée par le maire RN : suppression de subventions à la Ligue des droits de l'homme et toutes les associations qui critiquent l'extrême droite… ».*

L'assemblée générale condamne toutes les tyrannies, dictatures et systèmes qui asservissent les peuples et qui remettent en cause les libertés individuelles et collectives. Elle exige le cessez le feu partout dans le monde en particulier en Ukraine, en Iran, au Liban ainsi que l'arrêt des massacres en Palestine et au Soudan.

L'AG dénonce le fait que le gouvernement choisit d'articuler étroitement la loi de programmation militaire avec la politique d'austérité budgétaire pour priver toujours plus l'Etat de recettes sociales et fiscales, au profit des plus riches. Alors qu'il suit la limitation de 3% appliquée aux déficits publics et imposée par l'Union Européenne, il accorde carte blanche au budget militaire. Cette politique est incompatible avec la satisfaction de nos revendications.
L'AG refuse d'opposer la défense de la souveraineté nationale, et donc l'indépendance du pays, et la défense des intérêts, eux aussi souverains, des citoyens en matière de santé, d'éducation, de justice et de sécurité.
Elle réaffirme son opposition totale aux politiques d'austérité imposées par le gouvernement et soutenues par le patronat. Alors que des milliards sont dégagés pour l'armée, elle exige que les services publics et la protection sociale collective, à commencer par la Sécurité sociale, bénéficient des mêmes priorités.

Les travailleurs, les travailleuses, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités, subissent de plein fouet les conséquences de ces politiques, bien qu'ils ne soient pas responsables de la crise économique. Il est urgent de répondre à leurs revendications en matière de pouvoir d'achat et de justice sociale. L'assemblée générale soutient tous les syndicats FO de l'Eure qui se battent pour la préservation de l'emploi public et privé, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour l'augmentation générale des salaires, du point d'indice et de la revalorisation des retraites et des pensions.

L'assemblée générale condamne également les tentatives des pouvoirs publics et du patronat de s'attaquer au 1er mai, journée internationale des solidarités et des revendications des travailleurs et des travailleuses. Le 1er mai nous appartient et doit rester férié, chômé et payé, dans les mêmes conditions qu'actuellement. Elle condamne aussi toute volonté de s'attaquer une fois de plus au droit de grève.

L'assemblée générale de l'UD FO de l'Eure déplore le dernier accord sur l'indemnisation chômage des salariés ayant bénéficié d'une rupture conventionnelle, réduisant la durée des droits d'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Enfin, elle estime que la participation de FO à la conférence sociale *« Travail, emploi, Retraite »* n'est plus tenable. Cette instance ne fait que légitimer des politiques d'austérité que les militants de FO combattent quotidiennement sur le terrain. Continuer à y siéger reviendrait à cautionner des mesures inacceptables. Pour l'assemblée générale, le retrait de la confédération de cette conférence sociale s'impose donc comme une nécessité.

L'assemblée générale de l'UD FO de l'Eure revendique :

- **L'augmentation générale des salaires, des retraites et pensions, et des minima sociaux, et la revalorisation du SMIC à 80 % du salaire médian.**
- **Dans la Fonction publique la revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice, l'indexation sur l'inflation, la refonte des grilles indiciaires, la suppression des jours de carence et le maintien à 100% en cas d'arrêt de maladie.**
- **L'abrogation de l'adhésion obligatoire à la PSC dans la Fonction publique d'Etat au profit du rétablissement du couplage santé et prévoyance, du libre choix de sa mutuelle et de la solidarité intergénérationnelle.**
- **La revalorisation en début de carrière à 120% du SMIC pour les catégories C, 140% pour les catégories B, 160% pour les catégories A.**
- **Pour les retraités, l'indexation sur l'inflation des pensions et des retraites. L'AG refuse la stigmatisation dont ils sont victimes de la part des pouvoirs public.**
- **L'arrêt de la casse industrielle dans le secteur privé et des suppressions de postes dans la Fonction Publique.**
- **Aucune suppression de postes au Conseil Départemental de l'Eure, dans les hôpitaux, la fonction publique territoriale, la DGFIP et l'Education nationale…**
- **La défense du service public, des statuts dans la fonction publique et création de postes en nombre pour assurer les missions de services publics.**
- **L'octroi systématique de la protection fonctionnelle pour tous les agents de la fonction publique.**
- **L'abrogation intégrale de la contre-réforme des retraites MACRON-BORNE de 2023 et le retour au plus vite à la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 annuités pour tous.**
- **La conditionnalité des aides versées aux entreprises.**
- **L'abandon de toute velléité de revenir sur un projet de retraite à point et/ou de l'introduction d'un système par capitalisation cassant la solidarité inter-générationnelle.**
- **Le respect des libertés individuelles et collectives et des principes républicains.**
- **L'arrêt des politiques publiques discriminatoires stigmatisant les étrangers et/ou les minorités quelles qu'elles soient.**
- **L'abrogation de la loi *« Asile et Immigration »* de 2024.**
- **Le maintien de l'AME *(Aide Médicale d'Etat)* dans les conditions actuelles.**
- **Le maintien de tous nos droits acquis depuis le Conseil National de la Résistance.**
- **Le maintien du 1er mai comme journée fériée, chômée et payée dans les conditions actuelles.**
- **L'abandon de toute attaque contre le droit de grève.**

L'assemblée générale invite l'ensemble de ses syndicats à organiser des réunions au sein des entreprises et des administrations. L'enjeu est de réunir les collègues afin d'analyser collectivement la situation actuelle et de bâtir un rapport de force solide, capable de s'opposer aux politiques d'austérité qui touchent tous les secteurs. L'assemblée générale réitère son appel à renforcer ce rapport de force syndical libre et indépendant, pour faire aboutir sans délai les revendications et obtenir le rétablissement d'une justice sociale et fiscale.

L'assemblée générale réaffirme son soutien total aux syndicats qui s'engagent déjà dans cette voie. Elle se félicite des mobilisations de ces dernières semaines dans la fonction publique comme dans le secteur privé.

L'assemblée générale invite ses syndicats et ses adhérents à poursuivre leur développement syndical et à participer à la création de nouvelles sections syndicales FO partout où c'est possible. Elle appelle ses syndicats et la confédération à tout mettre en œuvre et la satisfaction de nos revendications.

L'assemblée générale appelle enfin ses syndicats à faire des élections dans les CSE et dans la Fonction Publique de décembre prochain un objectif prioritaire.

Le Neubourg, le 2 juin 2026
Adopté à la majorité avec 4 abstentions.

Retour sur l'Assemblée Générale du 2 juin à Le Neubourg

Retrouvez toutes les photos et l'article de l'AG à l'aide du lien et du QR Code ci-dessous :
https://flic.kr/s/aHBqjCVJXT

Interventions

Laetitia Saint-Jean
CH Eure-Seine

Laetitia dénonce le plan de retour à l'équilibre financier débuté en 2024 imposé à l'hôpital public, jugé irréaliste et dangereux pour la qualité des soins et les conditions de travail.
Les financements insuffisants, couplés à des politiques d'austérité, poussent l'établissement à réduire les effectifs (65 ETP supprimés au CH Seine), à externaliser des services et à multiplier les réorganisations sans concertation, malgré une activité en hausse.
Les conséquences sont lourdes : cadences intenables pour le personnel, augmentation des TMS et des risques psychosociaux, déshumanisation des soins, et même des licenciements via la PPR (Période de Préparation au Reclassement), qui supprime les postes aménagés pour les agents inaptes.
Les droits sociaux sont aussi attaqués : perte de 10 % du salaire en cas de maladie, gel du point d'indice (perte de 30 % du pouvoir d'achat depuis les années 2000) et grilles salariales inférieures au SMIC pour certains métiers.
Elle rappelle leurs principales revendications : parmi elles, une hausse de 10 % de l'ONDAM et la fin de la T2A (tarification à l'acte) au profit d'un financement par dotation globale, via cotisations et impôts ; la suppression de la PPR, le dégel du point d'indice, la réingénierie des grilles et une protection sociale complémentaire (participation employeur) ; le retour à la retraite à 60 ans (37,5 annuités) ; la défense de la représentativité syndicale et le renforcement de la démocratie interne.
Dans ce cadre, elle se félicite, au nom de son syndicat, du texte porté par David LECOMTE avec d'autres camarades au congrès confédéral de Dijon, intitulé « Pour construire collectivement l'avenir de la CGTFO, restons indépendants et déterminés ».
Le texte réaffirme l'attachement à la démocratie interne et à un syndicalisme indépendant, combatif et solidaire. Il refuse toute emprise politique et réaffirme la nécessité de se positionner contre le fascisme menaçant les intérêts des travailleurs.
Elle dénonce enfin l'éviction de la SPS au sein de la commission exécutive confédérale, une première depuis 1948. Pour les syndicats de l'Eure, c'est inacceptable.

Fatima explique que la collectivité, qui compte près de 2 400 agents, fait face à une situation critique : manque de personnel, surcharge de travail, fatigue physique et mentale, et manque de moyens dans tous les services. Plus de la moitié des agents ont plus de 55 ans. Leurs départs en retraite ne sont pas remplacés, ce qui aggrave la charge de travail des équipes restantes.
Les arrêts maladie et les accidents de service se multiplient, souvent liés à l'épuisement ou à la pression quotidienne.
Le climat de travail s'est fortement dégradé : les agents subissent une pression constante, avec la crainte que la moindre erreur n'entraîne une procédure disciplinaire.
Chaque trimestre, 2 à 3 sanctions disciplinaires ont lieu, créant un climat d'inquiétude et de souffrance au travail. Les femmes, majoritaires dans les métiers de terrain, sont particulièrement touchées par cette charge accrue. Résultat : de nombreux agents quittent la collectivité pour des structures offrant de meilleures conditions de travail. À l'approche des élections professionnelles,
FO réaffirme sa détermination à défendre les agents, leurs droits, et à porter leurs revendications sur les effectifs, les conditions de travail, la reconnaissance et le respect.
Le syndicat rappelle son engagement : « Quand les droits des agents reculent, FO ne recule pas. »

Fatima BENYOUCEF
EPN ville Evreux

Guillaume LIVET
Carrefour

Guillaume nous informe que le magasin de Guichainville, passé en location-gérance, sortira le 1er juillet 2026 de la période de survie de 15 mois, qui garantissait le maintien de la convention collective Carrefour, plus avantageuse. L'incertitude initiale sur l'emploi et les avantages sociaux a poussé certains à démissionner. Dès janvier 2026, le syndicat a mis en place un accord de méthode avec la nouvelle direction pour négocier un accord d'entreprise, s'appuyant sur l'expérience des camarades de Carrefour Evry (déjà sous le même repreneur). Après plusieurs réunions, une 3e et dernière est prévue le 18 juin 2026. Un accord de substitution devrait être signé avant le 1er juillet, maintenant notamment la prime de vacances, le 14e mois (sous forme d'indemnité en septembre) et la 6e semaine de congés. Seuls quelques points (jours d'absence familiaux, majorations de nuit) seront légèrement revus à la baisse. Les salariés, régulièrement informés, accueillent positivement ces avancées. Cette première expérience syndicale locale renforce la confiance et la détermination du syndicat.

Roland PERROUX
UD Retraités 27

Roland revient sur son engagement militant au sein de FO et pour les retraités en tant que secrétaire de l'UDR. Il rappelle que, lorsqu'il était en activité, il revendiquait déjà de meilleures conditions de travail (40 heures par semaine au lieu des 48 existantes à l'époque, augmentations de salaires, amélioration de la sécurité au travail).

Puis, comme retraité, il défend l'augmentation des retraites et des pensions ainsi que les droits des aînés. Il rappelle ensuite que la retraite, avant 1945, était synonyme de misère et de dépendance, et que la Sécurité sociale a changé cette réalité. Aujourd'hui, les retraités subissent des reculs : décote, manque de personnel dans les EHPAD (70 % concernés), services à domicile en difficulté (85 % en sous-effectif) et des lois promises, mais jamais appliquées, comme la loi Grand Âge. Il dénonce aussi les discours qui présentent les retraites comme un « fardeau », préférant investir dans l'armée plutôt que dans les aînés. Enfin, il souligne l'importance du syndicalisme (Force Ouvrière) pour défendre les droits des actifs comme des retraités, et appelle à l'unité entre revendications syndicales et revendications d'usagers.

Sébastien PASADOVIC
SNETAA FO

Sébastien dénonce la dégradation des conditions de travail des professeurs de lycées professionnels (PLP) en Normandie, avec une charge administrative accrue (comme la correction dématérialisée non rémunérée du bac), des salaires bloqués et des moyens insuffisants, notamment pour l'accueil des élèves en situation de handicap.
Il dénonce aussi la militarisation croissante de la jeunesse, illustrée par des dispositifs comme le Service National Volontaire, les classes Défense, ou l'orientation vers l'armée via France Travail, ciblant surtout les élèves de la voie professionnelle. Ces mesures s'inscrivent dans une logique de réduction des budgets publics (éducation, santé) au profit des dépenses militaires, avec des coupes budgétaires supplémentaires et des restrictions des libertés démocratiques. Face à cette situation, le mouvement syndical, notamment à l'international appelle à la mobilisation.
En France, bien que des initiatives locales existent (comme dans le Val-d'Oise), il regrette l'absence de mobilisation nationale de la part de la confédération FO, malgré des prises de position historiques contre la guerre.
Il propose donc d'agir localement, en unissant syndicats, associations et partis politiques contre la guerre, pour défendre les services publics, bloquer les prix de l'énergie et des produits de première nécessité, et exiger l'augmentation des salaires et des retraites. Enfin, il souligne l'importance de cette mobilisation pour contrer l'extrême droite et préparer les élections professionnelles de décembre, tout en rappelant l'héritage historique de FO dans la lutte contre la guerre et pour la justice sociale.

Barabara présente le syndicat des enseignants du premier degré, AESH et psychologues de l'Éducation nationale de l'Eure, est un syndicat combatif et militant.
Le syndicat compte désormais 444 adhérents, soit une centaine de plus qu'en 2025, confirmant son dynamisme. Dans un contexte marqué par la paupérisation des personnels de l'Éducation nationale, avec un gel du point d'indice et une hausse des prix du carburant, le syndicat revendique une augmentation de 10 % du point d'indice, des négociations salariales pour compenser la perte de 33 % de pouvoir d'achat depuis 2000, ainsi que le blocage du prix du gasoil à 1,50 €. Il dénonce également les suppressions de postes, avec 4 000 postes menacés en 2026, dont 1 891 dans le premier degré. Dans l'Eure, ce sont 59 classes qui seront fermées (1 école sur 8 va subir une fermeture de classe), liées selon le syndicat au détournement de milliards vers l'armement et à la promotion des classes défense. Pour le SNUDI, la réponse est claire : « De l'argent pour l'école pas pour les rafales ni pour préparer nos enfants à mourir ». Dès mars 2026, le syndicat a alerté les collègues sur les fermetures de classes, entraînant des déclarations de grève, des actions avec les parents et enseignants, et des rassemblements devant la DSDEN. Le 25 mars, 14 écoles ont été reçues par la DASEN, et le 31 mars, 20 écoles ont manifesté. Le syndicat a aussi obtenu la mise à l'écart d'une responsable du management toxique. L'école est en crise : enseignants isolés, AESH maltraités, et 530 enfants en attente de places adaptées dans l'Eure. Le SNUDI FO 27 dénonce une maltraitance institutionnelle et une inclusion forcée sans moyens.

Barabara LECARPENTIER
SNUDI FO 27

Le SNUDI s'engage également contre le racisme et le fascisme. Elle rappelle que le SNUDI a participé à des rassemblements comme celui du 14 mars à Évreux. Elle réaffirme son soutien aux lycéens mobilisés contre Parcoursup et la militarisation de la jeunesse.
Elle salue le soutien du SNLC et de l'UD lors de la mobilisation aux lycéens de Pont-Audemer. En conclusion, le syndicat appelle à l'unité des travailleurs et de la jeunesse pour défendre les services publics, lutter contre les budgets de guerre et exiger des augmentations de salaires.

Fabien DUBOST
DGFIP
Secrétaire FGF FO 27

Fabien nous parle de l'actualité économique et sociale peu réjouissante. Il tient à aborder 3 sujets. D'abord, la gestion de l'emploi, une véritable catastrophe dans son administration des finances. Lors d'une réunion en octobre, une représentante nationale annonce qu'il faudra désormais gérer le sureffectif. Pourtant, dans son administration, ce sont 46 à 47 postes sur 600 qui ne sont pas pourvus. La nouvelle tombe : ces postes ne le seront jamais. Une suppression déguisée, avec une logique implacable : si les postes ne sont pas occupés, c'est qu'ils ne sont pas nécessaires. Une absurdité qui, hélas, va s'étendre à d'autres secteurs comme les hôpitaux ou l'éducation nationale. Malgré une tentative de riposte en intersyndicale, l'échec est cuisant : -48 postes. Résultat, une tension terrible dans les services, des missions régionalisées, et un service public réduit à un simple accueil. La leçon est claire : sans rapport de force, on perd. Ensuite, la question de l'essence et des salaires. Nos petits syndicats locaux veulent faire plier le gouvernement, mais seuls nous n'y arriverons pas. Les grands syndicats confédérés, comme Force Ouvrière la FGF doivent donner les moyens d'agir. Pourtant, les négociations actuelles, que ce soit sur l'essence à plus de 2 euros ou sur les salaires, sont dérisoires. Le gel du point d'indice, lui, a un impact concret : en 30 ans, un cadre A, une infirmière ou un professeur perd en moyenne 1 000 euros par mois. Les revendications de FO sont claires : dégel du point d'indice, rattrapage, et des salaires à 120 % du SMIC pour les catégories C, 140 % pour les B, et 160 % pour les A en début de carrière. Des niveaux qui existaient avant le gel, alors que le pays n'était pas plus pauvre. Enfin, les élections professionnelles approchent. Le quotidien d'un syndicat, c'est d'abord écouter et défendre les adhérents. Mais pour gagner ces élections, il faut aller au contact, sur le terrain, dans les services. Parler des problèmes concrets des agents et leur apporter des réponses claires. Les formations, les tracts ou même l'intelligence artificielle peuvent aider, mais rien ne remplace le face-à-face. La mobilisation a manqué face aux suppressions d'emplois, peut-être par manque de temps ou de moyens. Mais une chose est sûre : il ne faut pas se faire avoir une deuxième fois. Il conclut en réaffirmant son attachement au syndicalisme libre et indépendant et au syndicalisme confédéré de Force Ouvrière. C'est pour lui tout le sens de son engagement.

Laurent BAUSSIER

SNFOLC 27

Pour faire suite à l'intervention de Fabien, Laurent aborde la question des impôts comme symbole d'une république avec un impôt progressif, puis passe rapidement à la situation dans l'Éducation nationale, notamment dans l'Eure, où le syndicat Force Ouvrière (SNFOLC) dénonce plusieurs problèmes majeurs.

La baisse démographique, présentée comme inévitable avec une diminution de 20 % des élèves en 10 ans, est utilisée par l'administration pour justifier des suppressions de postes. Pourtant, cette baisse pourrait permettre de réduire les effectifs par classe (passant de 35 à 30 en lycée et de 30 à 25 en collège), ce qui était la norme il y a 15 ans. Au lieu de supprimer des postes, le syndicat revendique le maintien des postes pour améliorer les conditions de travail et d'apprentissage. Il informe que les assistants d'éducation (AED), en grève ce même jour, sont maintenus au SMIC depuis 23 ans sans perspective d'augmentation. Le ministère refuse de créer une grille nationale de salaires, poussant les académies à financer elles-mêmes les augmentations, ce qui conduit à une précarité accrue et risque d'entraîner des licenciements après 6 ans de service. Les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) luttent aussi pour un statut de fonctionnaire, une augmentation de salaire et contre les dispositifs PASS et PIAL, jugés inefficaces et exploiteurs. Le ministère propose une titularisation partielle (20 %) sous conditions inacceptables, comme l'extension des heures de travail et la perte des congés. Laurent dénonce également la propagande gouvernementale, qui utilise des annonces spectaculaires (comme le retour de l'orthographe au baccalauréat) pour détourner l'attention des vrais problèmes : salaires indécents, conditions de travail dégradées et précarité généralisée. Avec l'essence à 2 €, le litre, les AED et AESH dépensent 10 à 15 % de leur salaire pour un plein, illustrant la paupérisation des travailleurs. L'État, premier employeur de travailleurs pauvres, doit verser des indemnités à 862 000 agents pour qu'ils ne soient pas sous le SMIC. Face à cette situation, le syndicat appelle à une mobilisation massive et unie. Les journées de grève isolées ne suffisent pas ; il faut préparer une grève reconductible, comme en 2019 contre la réforme des retraites. L'unité entre tous les salariés, précaires ou titulaires, est essentielle pour résister à la division et à l'exploitation. Le discours se termine sur une note combative : "Notre boulot, ce n'est pas d'aménager la misère, c'est de la détruire."

Mickaël ANCELLE et Guillaume BRIARD

Schneider Electric le Vaudreuil

Guillaume évoque les difficultés actuelles liées à la réorganisation industrielle du groupe, intégré depuis deux ans à la zone Europe de la Global Supply Chain (GSC).

Auparavant, la France constituait une zone autonome. Aujourd'hui, elle est traitée comme n'importe quel autre pays européen, avec des comparaisons de coûts du travail qui pèsent fortement sur les décisions. Ils rappellent que Schneider Electric, leader mondial de l'électrification, employait 22 000 salariés en France en 2013 contre 14 000 aujourd'hui, avec la fermeture de 22 sites. Depuis qu'un responsable a évoqué une réorganisation de l'outil industriel, les craintes pour l'emploi se sont intensifiées. Le syndicat FO, réformiste, exige des projets clairs, accompagnés de garanties pour l'emploi. Le nouveau programme d'entreprise repose notamment sur un pilier central : la compétitivité des coûts. Le site du Vaudreuil, qui fête ses 50 ans, pourrait être menacé par un éventuel regroupement avec Beaumont-le-Roger, selon nos hypothèses. Dans cette éventualité, cela pourrait être considéré comme le « moins pire » pour Le Vaudreuil. En revanche, d'autres sites, comme celui de Chasseneuil-du-Poitou dont une partie de la production a déjà été délocalisée vers Le Vaudreuil sont désormais sous la menace d'une fermeture potentielle, toujours selon nos hypothèses, alors même que ce site dispose du coût de main-d'œuvre le plus bas de notre périmètre juridique (UES). Dans ce contexte, une mobilisation syndicale est prévue dans les prochaines semaines afin d'unifier les actions FO en France. (voir p.11). À ce jour, le site du Vaudreuil a subi des suppressions d'heures (154 000 heures CVD en moins, soit l'équivalent de nombreux postes), une baisse des effectifs (de 430 à 330 salariés) et un recours massif à l'intérim (jusqu'à 30 %). Malgré une activité rentable, les salariés ne bénéficient pas d'une juste redistribution des richesses : le budget des augmentations individuelles (AI) est limité à 0,9 %, celui des augmentations générales (AG) à +1 %, alors que l'action Schneider a progressé de 117 % en cinq ans. Il dénonce un changement de discours des dirigeants : la priorité n'est plus la préservation de l'emploi local, mais la rentabilité, avec des regroupements d'usines et des stratégies jugées floues. Les salariés, dont certains ont déjà été contraints de se déplacer suite à différents PSE dans le bassin normand, risquent de se retrouver sans solution. Il souligne également un changement générationnel chez les managers, moins attachés à leur territoire et davantage focalisés sur leurs objectifs.

Ils rappellent que personne n'est à l'abri, que ce soit chez Schneider, dans l'Éducation nationale ou ailleurs. Enfin, il salue David Lecomte pour son soutien constant ainsi que les anciens militants, rappelant l'importance des luttes passées (notamment le 1er mai à Évreux, marqué par des rassemblements familiaux et pacifiques). Il insiste sur la nécessité de rester unis et solidaires pour défendre l'emploi, concluant par un appel à la mobilisation et à la résistance collective.

Baptiste revient sur les deux mouvements de grève ont eu lieu les 11 décembre et 19 mars pour défendre les agents des services hospitaliers (ASH), dont les emplois sont sacrifiés au détriment de la qualité des soins et des conditions de travail. Cette situation résulte de la réduction des moyens financiers alloués aux établissements publics de santé, entraînant des suppressions de postes, de l'absentéisme, et le recours coûteux à des contractuels. Le mouvement syndical, initié localement, a permis au syndicat FO de l'établissement de se distinguer de la CFDT, jugée indifférente à la qualité des soins et aux collègues. L'objectif est de devenir le syndicat majoritaire en 2026, année électorale. La santé publique est aujourd'hui en crise : les patients ne sont plus au centre de leur prise en charge, les soignants sont surchargés, et les conditions de travail se dégradent. Les formations, comme celles des infirmiers et des aides-soignants, peinent à attirer des vocations, avec des départs précoces et un manque de motivation. Les agents les plus anciens partent en invalidité ou sont licenciés, tandis que les autres doivent assumer le travail de plusieurs, avec des budgets en baisse constante. Enfin, Baptiste remercie les agents FO, les retraités et les soignants pour leur soutien, soulignant l'importance de la solidarité entre tous les travailleurs. Il conclut en réaffirmant son attachement à son organisation syndicale et au syndicalisme libre et indépendant.

Baptiste LEDUN
CH Le Neubourg

Frédéric LEROUX
SAPN Autoroutes Normandie

Frédéric s'exprime devant l'assemblée générale de l'Union départementale FO de l'Eure pour alerter sur la situation sociale tendue au sein du groupe SANEF. Malgré les discours rassurants de la direction sur la transformation et l'avenir, la réalité est marquée par une réduction drastique des effectifs (passés de 850 salariés en 1996 à 460 en 2026 pour un réseau identique), une pression accrue, une mobilité imposée et un dialogue social verrouillé. Les départs non remplacés, les réorganisations successives et la disparition progressive des métiers historiques alourdissent la charge de travail, notamment dans les services de maintenance, exploitation, péage et support. Les salariés, épuisés, subissent des conditions de travail dégradées, avec des distances d'intervention accrues, des risques routiers majorés, des temps de repos réduits et des rémunérations liées aux astreintes en baisse. La direction, selon FO, reste sourde aux alertes et enfermée dans une logique comptable, consultante sans écouter, et prenant des décisions déjà actées. FO dénonce également la tentative de transformer les dispositifs sociaux, comme la cessation anticipée d'activité, en outils de gestion des effectifs, remettant en cause des droits collectifs acquis. La sécurité est aussi un sujet de préoccupation : les salariés de terrain, exposés aux dangers, sont souvent rendus responsables des accidents, alors que les décisions organisationnelles en sont la cause réelle. Sur les salaires, FO a signé l'accord NAO, non par satisfaction, mais parce qu'il apportait des avancées concrètes dans un contexte difficile. Le syndicat rappelle que les progrès sociaux ne viennent que du rapport de force, et que la direction ne cède rien spontanément. Enfin, il revient sur le 26e congrès confédéral de FO à Dijon. Pour lui, c'est une démonstration de démocratie syndicale, où le débat et la contradiction sont encouragés. Malgré les différences, l'unité s'est fait autour de la défense des travailleurs, des conventions collectives, des salaires, des retraites, des libertés syndicales et des services publics. FO a réaffirmé son indépendance, sa combativité et son attachement à un syndicalisme libre, solidaire et démocratique. Le discours se conclut par un soutien total à l'union départementale de l'Eure et plus largement à la CGT Force Ouvrière représentant le syndicalisme libre et indépendant.

Estelle DUCLOS
Secrétaire GD Santé

Estelle rappelle que l'Eure compte 22 établissements publics et de nombreux établissements privés dans l'Eure, représente 10 000 agents, dont 7 500 relevant de la FPH. FO y est présent dans de multiples structures hospitalières et médico-sociales, bien au-delà de trois établissements. Malgré des difficultés à implanter une section syndicale au NHN en raison d'un manque de militants et d'une défiance envers le syndicalisme, le GD27 a su renforcer sa présence dans des établissements comme le CH de Pont-Audemer, Gisors et Bourg-Achard, où de nouvelles équipes ont rejoint FO. Un cas marquant, parmi d'autres, a été la victoire contre le harcèlement subi par des permanents syndicaux à Pont-de-l'Arche, aboutissant au départ du directeur et de sa RH, ainsi qu'à la reprise d'une activité syndicale par l'une des représentantes, Camille. FO fait face à des attaques répétées contre les droits syndicaux et les conditions de travail, notamment dans les CH d'Évreux, Verneuil et Bernay, où les plans de performance entraînent des fermetures de lits, réductions d'effectifs et souffrance psychologique des agents. Les EHPAD sont particulièrement touchés par la précarité financière et le sous-effectif chronique. Malgré les démarches régulières auprès de l'ARS Normandie, son pouvoir d'action semble limité. Lors des élections professionnelles de 2022, FO a consolidé sa première place, loin devant la CGT et la CFDT, et reste représentatif dans plusieurs instances (CSE, CAP, CCP, Conseil médical, ANFH, CGOS, CESER). Les élections de décembre 2026 seront déterminantes pour maintenir ces résultats face à une concurrence agressive, notamment de la part de la FAF, jugée inefficace et complaisante envers les directions. Le GD27 mise sur le travail collectif et la mobilisation, avec le soutien de l'UD et de David, pour convaincre les agents que FO est le syndicat le plus à même de défendre leurs droits. Malgré l'éviction de la Fédération SPS au sein de la CE confédérale à l'issue du congrès confédéral de Dijon qu'elle dénonce, le GD27 reste déterminé à défendre le service public, les statuts, les conditions de travail et la qualité des soins, en agissant par la résistance, la revendication et la reconquête. Le message se termine par un rappel à son attachement à la liberté et à l'indépendance syndicale, aux adhérents FO, l'UD FO de l'Eure et à la CGT Force Ouvrière.

Eure

Force ouvrière se développe dans le département

Les syndicats Force ouvrière de l'Eure ont tenu leur assemblée générale mardi à la salle du Haut-Phare, au Neubourg. À cette occasion, le secrétaire général départemental, David Lecomte, a tenu à saluer plusieurs mobilisations locales.

« Nous en profitons pour saluer les agents de l'hôpital local qui se sont mobilisés contre la dégradation de leurs conditions de travail. Nous sommes majoritaires à l'Ehpad d'Harcourt, qui n'est pas très loin, et nous le sommes redevenus à la Socopa », souligne-t-il.

Cette réunion départementale a rassemblé 140 participants représentant une quarantaine de syndicats issus des secteurs public et privé dans l'Eure. Force ouvrière revendique aujourd'hui 2 500 adhérents répartis au sein de 140 syndicats.

« Nous regroupons 2 500 adhérents, répartis dans 140 syndicats, poursuit le leader de FO dans l'Eure depuis 2003. *Nous sommes la première organisation syndicale dans le milieu hospitalier, à l'Éducation nationale, à la Défense et à la préfecture. Nous avons enregistré une progression d'un point, avec 18 % des voix dans le secteur privé. Deux nouveaux syndicats viennent de voir le jour chez Gazfio, à Romilly-sur-Andelle, et chez Transurbain »*, détaille David Lecomte.

Salaires et pouvoir d'achat au cœur des revendications

De nombreux intervenants se sont succédé à la tribune pour réclamer une augmentation des salaires ainsi qu'une revalorisation du point d'indice afin de compenser les pertes de pouvoir d'achat. *« C'est l'une de nos priorités absolues »*, martèle le secrétaire général de FO dans l'Eure.

Aux côtés du secrétaire confédéral Franck Mary-Montlaur, qui présidait cette assemblée générale, David Lecomte a également réaffirmé les deux principes fondateurs de Force ouvrière : *« La liberté de comportement et l'indépendance syndicale. »*

Force ouvrière réaffirme son indépendance syndicale

À l'approche de nouvelles échéances électorales, les responsables syndicaux ont insisté sur leur volonté de préserver cette ligne de conduite.

« Chacun est libre de faire ce qu'il veut. Nous n'appellerons à voter pour personne. Mais nous défendons les travailleurs de toutes origines et nous nous sommes toujours battus contre les idéologies qui reposent sur le rejet de l'autre », affirment les deux dirigeants syndicaux. ●

De nombreux intervenants se sont succédé à la tribune.

Paris-Normandie 3-06-26

EBL04.

GROUPE vyv
Pour une santé accessible à tous
02.32.40.50.11
06.73.89.03.40
veronique.peltier@groupe-vyv.fr

GROUPE LEGRAND
www.groupe-legrand.com - 01 42 25 30 30
info@groupe-legrand.com

FONGÉCIF HAUTE-NORMANDIE
Section locale de l'Eure
Route de Louviers
27930 CAER Normanville
02.32.39.49.43

AGEFOS PME
AGEFOS PME
Haute-Normandie
27 place St Marc
76000 Rouen
02.32.88.82.75

L'UD FO 27 recherche des candidats pour les élections CSE chez GSK Evreux

À l'attention des salariés de GLAXO SmithKline à Evreux

Mesdames, Messieurs,

En octobre prochain, vous allez être appelés à élire vos représentants du personnel au sein de CSE.

Le Comité Social et Economique est VOTRE instance représentative qui vous permet d'avoir les informations nécessaires au niveau économique et social afin de vous assurer de la bonne santé de votre entreprise, et donc de vos emplois et de vos conditions de travail.

En élisant vos représentants, ces derniers auront un droit de regard dans tous ces domaines pendant tout leur mandat.

Vos futurs et futures élus(es) auront aussi comme mission de mettre en place des activités socio-culturelles *(billetteries, sorties, colis de fin d'année, chèques vacances et/ou restaurant, etc...)*, via un financement prévu par le code du travail.

Le protocole préélectoral qui organise ces élections a été négocié *(ou en cours de négociation)* par notre Organisation syndicale : Force Ouvrière !

Nous sommes maintenant à la recherche de candidates et de candidats pour constituer une liste Force Ouvrière lors de vos élections professionnelles.

Pour information, avec près de 150 syndicats, FO dans l'Eure est implanté dans tout le département et dans tous les secteurs d'activités, y compris le vôtre. Ce sont 2 500 adhérentes et adhérents qui militent et qui défendent les droits de leurs collègues quotidiennement dans leur entreprise ou leur administration, **en toute liberté et indépendance des partis politiques, des religions et du patronat.**

Si vous êtes intéressés à vous engager pour la défense de vos droits collectifs et individuels, si vous souhaitez constituer une liste syndicale Force Ouvrière lors de vos prochaines élections au CSE, vous pouvez nous contacter à tout moment par téléphone au 02.32.33.04.67 ou par mail à l'adresse suivante : udfo27@wanadoo.fr

Vous pouvez également contacter notre correspondant FO Glaxo Jason DEMANGEAT, secrétaire FO Vaccins SAE GSK au 06.64.38.71.59 et ou par mail à jason.x.demangeat@gsk.com

En attendant de prendre contact avec nous, nous vous souhaitons bon courage.

Ensemble, organisés collectivement, nous sommes plus FOrts !

David LECOMTE, Secrétaire général des syndicats de l'Union Départementale FO 27

Mobilisation le 16 juin de nos syndicats FO Schneider Electric pour la sauvegarde de l'emploi

Le 16 juin, plus de 200 militants FO venus de tous les sites de France se sont rassemblés pour bloquer le site du Hive afin d'être reçus par la Direction France, pour exprimer nos inquiétudes et obtenir des réponses claires sur l'avenir de Schneider Electric en France pour défendre nos emplois.

Vous pouvez retrouver le résumé de l'intervention de Guillaume BRIARD DS SCHNEIDER ELECTRIC Le Vaudreuil en page 7.

Les syndicats de l'Eure mobilisés

Retrouvez l'article complet sur le site internet de l'UD ici =>

INCLUSION. « L'école ne nous respecte pas » : les AESH de l'Eure manifestent pour obtenir un vrai statut

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) de l'Eure ont participé à la journée nationale de mobilisation, mardi 9 juin à Évreux. Ils et elles demandent une meilleure reconnaissance de leur métier.

ÉVREUX

Elles accompagnent des enfants en situation de handicap pour leur permettre de suivre une scolarité classique. Réunies à Évreux mardi 9 juin, des AESH (une profession majoritairement féminine) de l'Eure ont manifesté devant la direction départementale de l'Éducation nationale, pour demander une meilleure reconnaissance de leur rôle et de leur statut.

À l'appel de l'intersyndicale, une journée nationale de grève et de mobilisation a été décrétée. Pourtant, peu d'AESH étaient présentes sous les drapeaux des syndicats ce mardi : « **On a des contrats de 24 heures par semaine, on gagne donc moins de 1 000 euros par mois. C'est compliqué de perdre une journée de salaire en faisant grève** », explique Alain Catherin, AESH sur le secteur de Conches depuis 2014 et représentant du syndicat CGT-Educ'action.

« L'école ne nous respecte pas »

Contrats précaires, salaires peu attractifs, absence de perspectives d'évolution… les syndicats alertent sur les conditions de recrutement et de travail des accompagnants, qui provoquent la colère voire le désespoir des professionnels. « **Les AESH palient les manques de l'Éducation nationale à tous les niveaux, et pourtant, l'école ne nous respecte pas** », déplore Emmanuelle Duval-Leseigneur, AESH à Vernon et représentante syndicale FSU.

> « Tout repose sur nous mais on n'est pas fonctionnarisables. On ne gagne même pas 1 000 € par mois, on est ballottées à gauche et à droite en permanence… Et si on n'est pas d'accord avec ce qu'on nous donne, on est licenciées. **EMMANUELLE DUVAL-L.**, AESH

Titularisation et annulation des PAS

L'intersyndicale demande la création d'un corps de fonctionnaires pour les AESH, pour leur permettre de travailler de façon pérenne et d'obtenir « **un salaire permettant de vivre réellement de son travail** ».

Les organisations s'opposent également à l'annulation de la réforme de 2024, actuellement en test dans trois départements, et qui consiste à transformer les Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) en Pôles d'appui à la scolarité (PAS). Un changement qui s'accompagnerait, selon elles, d'une extension des zones d'intervention de chaque AESH et d'une augmentation du nombre d'enfants suivis par professionnelle.

« On nous présente cette réforme comme un progrès, puisqu'il n'y aurait plus à passer par la MDPH (maison départementale des personnes handicapées), ce qui accélérerait les dossiers. Mais en réalité, cela priverait les enfants et leurs parents d'une notification opposable », précise Laurent Baussier, représentant FO.

« Collègues démunis, enfants maltraités »

Dans l'Eure, les syndicats ont relayé l'appel national à la mobilisation pour les AESH, accompagnants d'élèves en situation de handicap, ce mardi 9 juin 2026. OH

Les syndicats eurois ont demandé une audience à l'académie, et n'excluent pas de poursuivre leur mobilisation « **jusqu'aux fenêtres du ministre** ».

Ils défendent une profession « **technique, exigeante et profondément humaine** », qui nécessite des heures sur le terrain et de la continuité dans le suivi, au plus près des besoins des enfants. « **Le saupoudrage d'heures par-ci, par-là, c'est de la maltraitance. Les collègues sont démunis et les enfants sont maltraités par le système** », regrettent-ils.

En France, 135 000 AESH exercent. Selon le député Corentin Le Fur (Côtes-d'Armor, Droite républicaine), qui a présenté une proposition de résolution visant à faire de la scolarisation des enfants en situation de handicap « **la grande cause nationale 2027** », 49 000 élèves auraient bénéficié d'une notification d'accompagnement par un AESH, mais n'en auraient finalement pas eu.

Claire Huille

IVRY-LA-BATAILLE

Agilink : les négociations continuent

Le débrayage de lundi a entraîné des négociations les jours suivants. UD FO

À la suite du mouvement lancé lundi par les salariés d'Agilink, Estelle Taupin, déléguée départementale F.O et les salariés négociaient mardi matin avec des responsables du groupe.

Lundi, les salariés avaient débrayé de façon spontanée, de 10 h à 12 h, pour faire aboutir leurs revendications salariales. Mardi, des négociations étaient lancées avec la direction.

« Cela montre que l'action que nous avons menée hier a conduit nos responsables à la table des négociations. Cela n'augure en rien des avancées qui seront obtenues. S'il n'y avait pas d'accord ce soir, nous n'hésiterons pas à débrayer à nouveau demain, pour une durée illimitée », confiait David Lecomte, secrétaire général de l'UD FO de l'Eure, mardi matin.

Mercredi, les négociations étaient toujours en route. « Ça progresse, mais le protocole de fin de conflit n'a pas encore été signé. Il y a un dialogue mais ce n'est pas encore terminé et nous restons mobilisés », précise David Lecomte. Mercredi matin, deux drapeaux F.O flottaient toujours à l'entrée de l'entreprise…